

La République du Centre, 3 août 2017

ÉCONOMIE ■ Filus et salariés défendent la cause de l'entreprise qui emploie 96 personnes à Pithiviers
Une délégation spéciale pour sauver l'usine Isochem

Le syndicat chargé de l'industrie vient d'assurer qu'il va suivre de près le dossier Isochem. Hier, une délégation spéciale se rendait à Paris pour évoquer l'avenir du groupe, placé en redressement judiciaire. Jean-Pierre Saur, sénateur du Loiret (PS), Mathieu Dubois, député de la 3^e circonscription (LR), et des représentants des salariés (venus de Pithiviers notamment) ont été accueillis à l'hôtel. Pendant 1 h 30, élus et employés ont exposé la situation.



À DROITE : Le député Mathieu Dubois (en blanc) aux côtés du sénateur Jean-Pierre Saur (à droite) et de représentants des salariés.

de l'entreprise menacée depuis de l'usine Isochem, qui appartient au groupe Isochem et des Finances. À ses côtés se trouvent également d'autres hauts fonctionnaires chargés des entreprises.

Trouver une solution

Les représentants ont donc assuré que ils allaient suivre de près la procédure en cours. Par ailleurs, ils promettent de s'impliquer totalement pour qu'une solution industrielle (et pas seulement financière ou bancaire) soit trouvée afin d'assurer la pérennité et le développement du groupe. Tout d'abord, celui-ci emploie 96 personnes, dont 96 du côté du pôle chimie Ite de Pithiviers.

Le sénateur vous a aussi été l'occasion d'apprendre que, suite à la procédure de redressement judiciaire, une « data room » était ouverte depuis une semaine. Elle se trouve sous la disposition des représentants pithiviens. L'ensemble des offres sera examiné en septembre. ■

Mathieu Dubois